

---

## La valorisation du patrimoine architectural du xx<sup>e</sup> siècle en Espagne : enjeux et perspectives

*The valorisation of the 20<sup>th</sup> century architectural heritage in Spain: issues and  
prospects*

**Clara Mosquera-Pérez**

---



### Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/insitu/34564>

DOI : 10.4000/insitu.34564

ISSN : 1630-7305

### Éditeur

Ministère de la Culture

Ce document vous est offert par Universidad de Sevilla



### Référence électronique

Clara Mosquera-Pérez, « La valorisation du patrimoine architectural du xx<sup>e</sup> siècle en Espagne : enjeux et perspectives », *In Situ* [En ligne], 47 | 2022, mis en ligne le 15 avril 2022, consulté le 23 février 2023.

URL : <http://journals.openedition.org/insitu/34564> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/insitu.34564>

---

Ce document a été généré automatiquement le 16 février 2023.



Creative Commons - Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International  
- CC BY-NC-ND 4.0

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>

---

# La valorisation du patrimoine architectural du xx<sup>e</sup> siècle en Espagne : enjeux et perspectives

*The valorisation of the 20<sup>th</sup> century architectural heritage in Spain: issues and prospects*

Clara Mosquera-Pérez

---

- 1 Le patrimoine contemporain a connu en Espagne un destin bien contrasté, soumis à des épisodes tantôt de protection, tantôt d'abandon et de destruction. Au cours du xx<sup>e</sup> siècle, sa sauvegarde a mobilisé de manière croissante le potentiel créateur des architectes pour garantir sa protection, assurer sa conservation et promouvoir sa diffusion.
- 2 Le milieu de l'architecture espagnole a été réceptif aux doctrines internationales et a ainsi pris conscience de la valeur patrimoniale des créations architecturales récentes. La spécificité de ces œuvres et de leurs auteurs a nécessité l'entreprise d'actions très particulières que d'autres types de patrimoine n'avaient pas exigées. Certaines des stratégies adoptées ont été des réponses « sur mesure » à des problématiques parfois urgentes, mais ces pratiques ont conquis de nouveaux terrains favorisant la reconnaissance du patrimoine architectural du xx<sup>e</sup> siècle.

## Parcours législatif

- 3 Les dispositifs réglementaires compétents en matière de patrimoine architectural sont centralisés et régis par les lois sur le patrimoine culturel ou historique instaurées par l'administration culturelle<sup>1</sup>. José Fariña Tojo a dressé, dans son ouvrage sur la protection du patrimoine urbain, un panorama de la protection patrimoniale en Espagne dans lequel il a examiné les différents outils réglementaires<sup>2</sup> et inventaires<sup>3</sup>. Les actions pour la protection du patrimoine bâti menées au xix<sup>e</sup> siècle et au début du xx<sup>e</sup> siècle étaient très limitées et surtout centrées sur le concept classique de

monument et sur les bâtiments anciens. Promulguée au cours de la Seconde République espagnole (1931-1939), la loi de 1933 pour la défense, la conservation et le développement du patrimoine historique artistique national peut pourtant être considérée comme un point de départ. Ce texte a survécu à la dictature franquiste qui ne l'a pas remplacé. C'est ensuite sous la troisième législature démocratique, en 1985, avec le premier gouvernement socialiste, que la loi sur le patrimoine historique espagnol, toujours en vigueur<sup>4</sup>, a été votée.

- 4 Le patrimoine contemporain ne pouvait pas être pris en compte dans le cadre de la loi de 1933, puisque celle-ci établissait, dans la définition des biens objets de protection, la condition nécessaire d'au moins cent ans d'ancienneté, excluant donc toute réalisation contemporaine. La loi de 1985 supprima cette exigence, mais maintint indirectement une borne temporelle, empêchant d'éventuels classements de biens trop récents. Cette loi exclut de son périmètre les œuvres d'artistes vivants, sauf en cas d'autorisation expresse de leur auteur ou si elles ont été acquises par l'administration<sup>5</sup>. Ce texte législatif n'attache aucune distinction particulière à la nouvelle catégorie de patrimoine architectural contemporain<sup>6</sup>.
- 5 La forte autonomie des régions espagnoles en matière de politique culturelle pose un vrai défi<sup>7</sup>. En dépit du transfert de compétences relativement précoce, on observe un développement inégal des lois régionales pour la protection du patrimoine. Certaines collectivités ont voté les leurs au début des années 1990, tandis que d'autres ne l'ont fait que près d'une vingtaine d'années plus tard.

Législation en matière de patrimoine culturel en Espagne à niveau régional					
Approbation de l'autonomie		Législation régionale de patrimoine			
Année	Région	Date	Première loi approuvée	Date	Nouvelle loi approuvée
1979	Pays basque	1990	Loi 7/1990, du 3 juillet, du patrimoine culturel basque.	2019	Loi 6/2019, du 9 mai, du patrimoine culturel basque.
1979	Catalogne	1993	Loi 9/1993, du 30 septembre, du patrimoine culturel catalan.	-	-
1981	Galice	1995	Loi 8/1995, du 30 octobre, du patrimoine culturel de Galice.	2016	Loi 5/2016, du 4 mai, du patrimoine culturel de Galice.
1981	Andalousie	1991	Loi 1/1991, du 3 juin, du patrimoine historique d'Andalousie.	2007	Loi 14/2007, du 26 novembre, du patrimoine historique d'Andalousie.
1981	Principauté des Asturies	2001	Loi 1/2001, du 6 mars, du patrimoine culturel.	-	-
1981	Cantabrie	1998	Loi 11/1998, du 13 octobre, du Patrimoine culturel de Cantabrie.	-	-

1982	La Rioja	2004	Loi 7/2004, du 18 octobre, du patrimoine culturel, historique et artistique de La Rioja.	-	-
1982	Région de Murcie	2007	Loi 4/2007, du 16 mars, du patrimoine culturel de la Communauté autonome de la région de Murcie.	-	-
1982	Communauté valencienne	1998	Loi 4/1998, du 11 juin, du patrimoine culturel valencien.	-	-
1982	Aragon	1999	Loi 3/1999, du 10 mars, du patrimoine culturel aragonais.	-	-
1982	Castille-La Manche	1990	Loi 4/1990, du 30 mai, du patrimoine historique de Castille-La Manche.	2013	Loi 4/2013, du 16 mai, du Patrimoine culturel de Castille-La Manche.
1982	Canaries	1999	Loi 4/1999, du 15 mars, du patrimoine historique des Canaries.	2019	Loi 11/2019, du 25 avril, du Patrimoine culturel des Canaries.
1982	Communauté forale de Navarre	2005	Loi forale du patrimoine culturel de Navarre (Loi forale 14/2005, du 22 novembre)	-	-
1983	Estrémadure	1999	Loi 2/1999, du 29 mars. Loi du patrimoine historique et culturel	-	-
1983	Îles baléares	1998	Loi 12/1998, du 21 décembre. Loi du patrimoine historique	-	-
1983	Communauté de Madrid	1998	Loi 10/1998, du 9 juillet. Loi du patrimoine historique de la Communauté de Madrid.	-	-
1983	Castille-et-León	2002	Loi 12/2002, du 11 juillet 2002. Loi du patrimoine culturel de Castille-et-León.	-	-
1995	Ceuta	-	-	-	-
1995	Melilla	-	-	-	-

- 6 L'absence d'une législation propre ne signifiait pas un manque d'outils de protection, mais une prise en compte minorée des éventuelles particularités de chaque territoire. Il est utile de signaler le cas de quatre collectivités qui ont refondu leurs lois sur le patrimoine (Andalousie, Castille-La Manche, Canaries, Pays basque), ce qui est révélateur d'une évolution dans l'approche du patrimoine. Néanmoins, le constat d'une absence de méthodologie spécifique pour la production récente depuis la loi nationale peut être étendu à l'élaboration des lois régionales. Aucune d'elles ne définit de critères permettant un classement ou un outil spécifique pour le patrimoine contemporain. Il est nécessaire de mentionner le cas particulier du patrimoine industriel, qui a connu un

développement réglementaire et de classement propre. Parfois, ce patrimoine industriel correspond à des œuvres architecturales du xx<sup>e</sup> siècle [fig. 1].

Figure 1



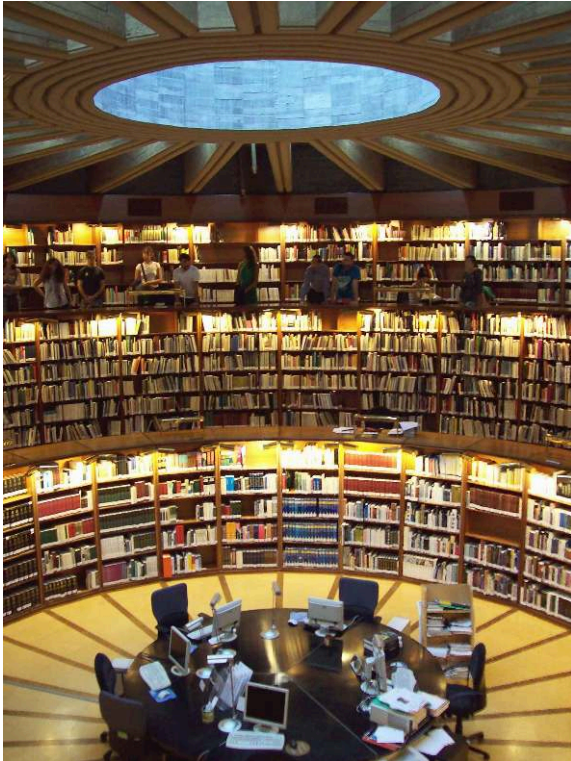
Le barrage du Carpio (Cordoue / Espagne), œuvre de l'architecte Casto Fernández-Shaw.  
© JJ Merelo, distr. Flickr (sous la licence CC-BY-SA-2.0).

- 7 Toutefois, cet apparent manque de sensibilité n'empêche pas que soient prises des initiatives de grande ampleur à différentes échelles, impulsées par une large variété d'acteurs : agents publics, organismes privés et membres de la société civile.

## Le Plan national de conservation du patrimoine culturel du xx<sup>e</sup> siècle

- 8 Les Plans nationaux constituent un outil prévu par la loi nationale sur le patrimoine de 1985. Conçus dans un but informatif, ils contribuent à la protection, la recherche et la diffusion des biens culturels<sup>8</sup> et prévoient des critères de conservation et d'intervention. Le ministère de la Culture espagnol dirige l'élaboration de ces documents en centralisant ce travail à l'IPCE – Institut du patrimoine culturel de l'Espagne<sup>9</sup>, mais en incluant dans l'équipe de travail d'autres agents, publics et privés [fig. 2]. La méthodologie adoptée a favorisé un développement thématique des plans autour des grands enjeux patrimoniaux, à commencer par celui des cathédrales en 1990, puis par treize autres plans nationaux qui ont été approuvés au cours de ces vingt-cinq dernières années<sup>10</sup>. Cette mobilisation a été un défi important ; elle a permis d'actualiser les dispositifs de gestion du patrimoine en Espagne et de créer un cadre de référence.

Figure 2



Bibliothèque de l'Institut du patrimoine culturel de l'Espagne à Madrid, œuvre de Fernando Higueras (1967-1970), 2011.

© Luis García, distr. Wikimedia Commons (sous les licences GFDL et CC-BY-SA-3.0).

- 9 Un des derniers plans approuvés est le Plan national de conservation du patrimoine culturel du xxe siècle (2014), dans lequel l'architecture et ses processus de valorisation occupent un rôle majeur. Sa durée d'application est de dix ans, mais il a fait l'objet d'une révision intermédiaire en 2019.
- 10 La concrétisation de ce travail ne se limite pas à sa publication<sup>11</sup>, l'ensemble des recherches conduites préalablement pour poser les bases conceptuelles du Plan étant également diffusé. Le Plan présente les critères d'identification des valeurs patrimoniales propres aux réalisations du xx<sup>e</sup> siècle, liste ce qui les menace, propose des méthodologies de diffusion, de recherche et d'intervention, accompagnées d'une synthèse des bases de données, inventaires et registres pour l'ensemble du territoire. Toutes ces informations sont rassemblées sur la plateforme du ministère de la Culture.
- 11 L'objet d'étude du Plan est assez ample : on y souligne la nécessité d'une inscription chronologique (1901-2000) ainsi que la contribution que supposent sa conservation et sa préservation à la compréhension de l'histoire et des avancées technologiques et sociales de cette époque<sup>12</sup>. Un des phénomènes que l'on constate est que les notions de progrès et d'obsolescence sont liées au patrimoine et au milieu construit. Concernant plusieurs domaines de la création – architecture, urbanisme, ingénierie civile<sup>13</sup>, arts plastiques, photographie, audiovisuel et son<sup>14</sup> –, le Plan reconnaît la complexité de systématiser l'étude d'un patrimoine pluriel hors des réglementations habituelles de protection.
- 12 Nous allons maintenant plus particulièrement considérer les actions accomplies dans le champ du bâti



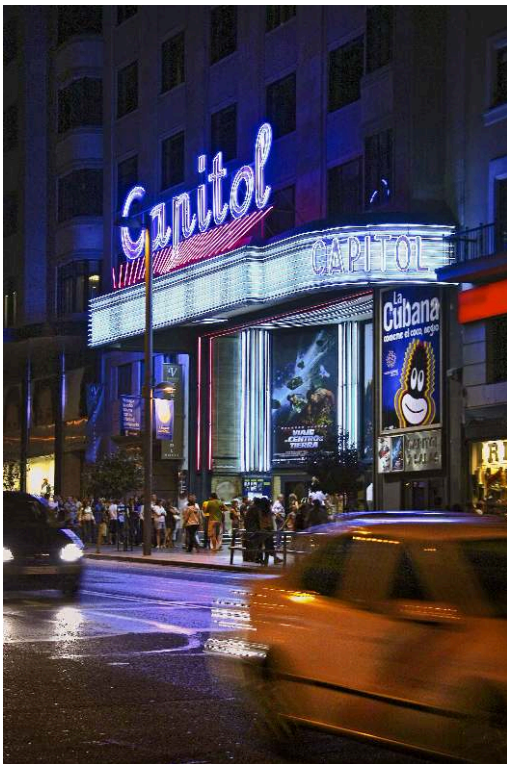
Actions relatives à l'architecture dans le plan national de conservation du patrimoine culturel du xx <sup>e</sup> siècle de l'Espagne			
Date	Action	Auteur(s)	Résultats
Avril 2013	Aspects législatifs du Plan national	Plácido González Martínez	Révision du cadre normatif et conceptuel d'application sur le patrimoine du xx <sup>e</sup> siècle, tant à l'échelle nationale comme à l'internationale.
Août 2013	Étude et intégration sur le Plan national des inventaires d'architecture du xx <sup>e</sup> siècle existants	María de los Llanos Gómez González	Inventaire des biens protégés en Espagne par les différents dispositifs.
2013-2014	Inventaires des salles de cinéma	Jesús Ángel Sánchez García, Irene Calvo Mosquera	Création des fiches techniques de 1306 cinémas en Espagne.
Novembre 2013 - mai 2014	256 bâtiments de l'architecture du xx <sup>e</sup> siècle (1925-1965)	Fondation DOCOMOMO Ibérico	Registre des réalisations du Mouvement moderne en Espagne (1925-1965), avec un recueil des données graphiques et documentaires des étapes des projets. Vaste étude matérialisée en cinq tomes, organisés par régions.
Mai 2019	400 bâtiments du Mouvement moderne (1965-1975)	Carlota Cobos	Répertoire des œuvres de la dernière étape du Mouvement moderne en Espagne (1965-1975).

- 13 Il faut reconnaître les efforts qui ont été accomplis pour réviser exhaustivement le cadre réglementaire et conceptuel pour l'étude et l'intervention sur le patrimoine architectural du xx<sup>e</sup> siècle. À cet effet, la charte de Cadix, rédigée en 2007 dans le cadre de la VI<sup>e</sup> conférence du DOCOMOMO Ibérico<sup>15</sup> à Cadix, constitue un document originel qui a ensuite été consolidé en 2011 avec le *Document de Madrid. Approche de la sauvegarde du patrimoine bâti du xx<sup>e</sup> siècle*<sup>16</sup>. Les critères d'intervention proposés par le Plan apparaissent davantage comme une consolidation de ceux présentés par l'ICOMOS<sup>17</sup> que comme une véritable avancée.
- 14 En outre, le Plan consacre la plupart de ses efforts à la recension des inventaires et des catalogues existants. Il démontre également l'hétérogénéité – en grande partie due au manque d'attention spécifique dans les législations patrimoniales – des dispositifs disponibles à toutes les échelles. Par ailleurs, la difficulté d'identification des biens, à cause d'une perspective temporelle trop proche et d'une caractérisation non rigoureuse, est réelle. Les études sur l'architecture du Mouvement moderne sont privilégiées. Sa puissance historiographique ainsi que le travail remarquable de la Fondation DOCOMOMO Ibérico ont permis un recensement des réalisations s'inscrivant dans le Mouvement moderne en Espagne (1925-1965)<sup>18</sup>. Cependant, constatant que d'importantes réalisations construites après 1965 mais s'inscrivant dans ce mouvement avaient été exclues, la Fondation DOCOMOMO Ibérico décidait, en 2014, de réviser la

chronologie du Mouvement moderne et de la prolonger jusqu'à la fin de la dictature franquiste. En conséquence, la révision du Plan national en 2019 a complété le répertoire initial des œuvres par celles de la période 1965-1975.

- 15 L'action la plus récente recensée par le Plan, en 2019, se concentre sur le cinéma comme lieu architectural, en développant un inventaire des salles de cinéma en Espagne. Il s'agit de la seule dédiée exclusivement à une typologie de bâtiments, ce qui est étonnant lorsque l'on considère les études monographiques qui pourraient, par exemple, être consacrées à la question du logement. Néanmoins, la valorisation de ces architectures démontre un déploiement particulier des nouvelles techniques constructives, ainsi que leur capacité à incarner un modèle de loisir démocratique [fig. 3].

Figure 3



Le cinéma *Capitol* à Madrid (Espagne), œuvre de Martínez-Feduchy & Eced y Eced, 2008.  
© Tomás Fano, distr. Wikimedia Commons (sous la licence CC-BY-SA-2.0).

- 16 À part les opérations d'inventaire et de cadrage conceptuel de ces biens, le Plan national prévoit d'encourager de nouvelles stratégies pour leur protection, telles qu'une diffusion de ses résultats pour sensibiliser la société. Des actions à destination des acteurs impliqués sont aussi définies, comme créer des liens entre les institutions, sensibiliser les propriétaires des biens, encourager des organismes publics à les acquérir et accorder des avantages fiscaux aux entreprises qui participent à leur préservation<sup>19</sup>.
- 17 Finalement, le Plan reconnaît l'enjeu de la conservation auquel ces architectures sont confrontées. Au-delà des problèmes d'identification que pose cet héritage, il est évident qu'en l'absence d'un accord suffisant sur les critères et techniques d'intervention, cette problématique continue à s'amplifier en raison de la méconnaissance par la société de



leur valeur patrimoniale. Il est nécessaire de considérer la fragilité matérielle de ces œuvres, fréquente, car due à l'emploi de matériaux et techniques à l'époque novateurs : les réalisations, exécutées par une main-d'œuvre très peu qualifiée, étaient elles-mêmes expérimentales, et les contrôles et standards de qualité alors très rudimentaires.

- 18 Le cadrage national apporte une vision globale qui permet d'évaluer les différentes pratiques mises en œuvre. La portée de ses objectifs ambitieux reste à évaluer, étant donné l'importante autonomie des régions et l'application non obligatoire du Plan. Tout en reconnaissant sa volonté de rassembler une grande diversité de situations, il est utile de rappeler brièvement les antécédents qui ont constitué une base essentielle à sa formalisation.

## **Le dynamisme des organisations et associations en faveur du patrimoine du XX<sup>e</sup> siècle. L'architecture exposée.**

- 19 La Fondation DOCOMOMO Ibérico a été à l'origine de plusieurs initiatives de recherche, échanges et vulgarisation des œuvres rattachées au Mouvement moderne en Espagne et au Portugal [fig. 4]. Une des premières tentatives de donner un panorama de l'architecture contemporaine espagnole, sur lequel se sont basés les travaux de DOCOMOMO, fut celle promue par la direction générale de l'Architecture du ministère de l'Équipement. Les prémices en furent l'élaboration, entre 1976 et 1978, du *Catálogo de arquitectura contemporánea en España 1875-1975* par région, qui ne fut toutefois jamais publié. Ce travail a pour continuation l'*Inventario abierto de arquitectura española contemporánea* de 1980<sup>20</sup>.

Figure 4



Reconstruction de 1986 par Solà-Morales, Cirici & Ramos du pavillon de l'Allemagne pour l'Exposition internationale de Barcelone de 1929, œuvre de Mies van der Rohe, actuellement siège de la Fondation DOCOMOMO en Espagne, 2018.

© Clara Mosquera-Pérez.

- 20 Ainsi, à partir de ces éléments et avec la participation conjointe des ordres des architectes et de la Fondation<sup>21</sup>, la base de données Registros del Movimiento Moderno (registre du Mouvement moderne) a été créée par le DOCOMOMO Ibérico. Parmi les autres manifestations significatives, soulignons la tenue des congrès biennaux sur des thématiques propres au Mouvement moderne<sup>22</sup>, le moteur de recherche des thèses de doctorat et la création d'une carte interactive permettant de localiser les bâtiments. Ces ressources facilement accessibles constituent un véritable atout pour rendre ce patrimoine architectural abordable par tout un chacun.
- 21 Même si c'est un phénomène très singulier, en complément des initiatives sur les architectes du Mouvement moderne, ses figures emblématiques et leurs réalisations font l'objet d'une attention particulière. Notons ainsi le travail exceptionnel sur les matériaux de construction réalisé à l'Institut Eduardo Torroja<sup>23</sup>. L'ingénieur Eduardo Torroja Miret (1899-1961) fut une figure majeure dans le développement du béton armé et de ses techniques constructives, qu'il a appliquées avec audace dans ses réalisations [fig. 5].

Figure 5



Détail de la verrière polygonale du marché d'Algeciras (Cadix / Espagne), œuvre d'Eduardo Torroja Miret et Manuel Sánchez Arcas (1932), 2016.

© Eduardo Mosquera.

- 22 L'Institut a rassemblé les fonds d'archives d'Eduardo Torroja Miret pour mettre en valeur ses documents techniques, essentiels pour établir des critères de conservation et d'intervention dans ces architectures. La Fondation Alejandro de la Sota (1913-1996) fondée en 1997 par ses héritiers œuvre avec les mêmes objectifs. La valeur des travaux de cet architecte, étayée par une riche production architecturale, a été amplement reconnue [fig. 6]. La Fondation s'étend aussi aux contemporains d'Alejandro de la Sota qui ont partagé sa conceptualisation de l'architecture. Conservant entre autres des dessins, textes, récits, plans, maquettes et meubles, les archives de l'œuvre d'Alejandro de la Sota témoignent de la pluralité créative de l'auteur. Une des actions les plus remarquables de la Fondation est ensuite l'organisation annuelle du Congrès des pionniers de l'architecture moderne espagnole, en partenariat avec le ministère de l'Équipement<sup>24</sup>. Ces événements ont exercé une influence importante sur la patrimonialisation de l'architecture moderne espagnole.

Figure 6



Le bâtiment de la Poste et des Communications de León (Espagne), œuvre d'Alejandro de la Sota (1981).

© Photographie inconnu / Fundación Alejandro de la Sota.

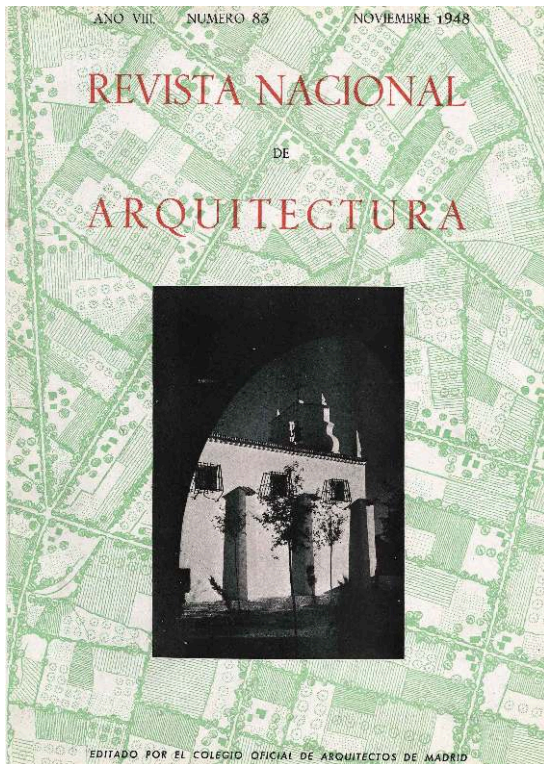
- 23 L'essor des manifestations culturelles de ces dernières années a bénéficié au patrimoine architectural du xx<sup>e</sup> siècle, et a créé une dynamique de sensibilisation. Inaugurée en 1996 et proposant des expositions temporaires sur l'art, la salle d'expositions de la Fondation ICO à Madrid<sup>25</sup> accorde depuis 2012 ans une place notable à l'architecture. En dépit de l'absence d'un champ de recherche dédié à ce sujet, on y perçoit un certain regard sur les œuvres de la modernité, illustré par des expositions autour de figures d'architectes (Miguel Fisac, Alejandro de la Sota, Saénz de Oíza, Fernando Higueras, Carlos Arniches, Martín Domínguez), la photographie d'architecture moderne ou la maison méditerranéenne des années 1950.
- 24 L'administration centrale espagnole a aussi initié une démarche de vulgarisation de l'architecture avec l'organisation d'expositions, notamment à Madrid dans la salle de La Arquería du ministère de l'Équipement. Même si la mission du ministère ne se limite pas au patrimoine architectural du xx<sup>e</sup> siècle, certaines des expositions organisées ont été consacrées à des architectes comme Higueras ou Torroja, au logement social de l'après-guerre ou encore aux réalisations inscrites dans le registre DOCOMOMO Ibérico. Ces expositions montrant des expériences architecturales recueillent un intérêt croissant et offrent une vision de l'architecture du xx<sup>e</sup> siècle plus large. Cependant, leur caractère centralisé et le fait qu'elles circulent rarement restreignent énormément l'accès du public à ces contenus dans le reste du territoire espagnol.

## Le rôle des ordres des architectes

- 25 Depuis la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, parallèlement à la professionnalisation des architectes, des corporations publiques permettant de les réguler apparaissent. Si la première d'entre elles en Espagne fut la Société centrale des architectes, créée en 1849, ce type de corporation ne s'est développé réellement qu'à partir de 1929, avec la constitution des six premiers ordres des architectes (Colegio de Arquitectos) à Barcelone, Bilbao, León, Madrid, Séville et Valence se répartissant l'ensemble du territoire<sup>26</sup>. Aujourd'hui, il en existe vingt-six<sup>27</sup>. Ces ordres constituent indéniablement l'organisme de référence pour les architectes ayant une pratique active. Par la nature de leurs fonctions, notamment à travers des demandes de permis de construire et leur autorisation administrative, les ordres des architectes ont travaillé directement avec les réalisations du siècle passé ainsi qu'avec leurs auteurs. Au-delà de l'enregistrement réglementaire des copies de leurs projets par les ordres, ces architectes et leurs héritiers ont voulu leur confier la conservation future d'archives graphiques et documentaires des projets, source essentielle pour leur valorisation. En outre, les ordres des architectes ont garanti la diffusion de ces œuvres grâce à un important travail de publication de guides d'architecture<sup>28</sup> et ont ainsi exercé le rôle d'intermédiaires entre l'administration et les architectes.
- 26 Voici quelques-uns des exemples les plus notables de ces pratiques. Le Colegio de Arquitectos de Madrid est le plus actif dans la valorisation de l'héritage de ses architectes, par l'intermédiaire de sa Fondation. Il comporte un service historique chargé des fonds et legs des architectes, une bibliothèque en ligne et la version numérique du guide d'architecture de Madrid<sup>29</sup>. Un des fonds les plus précieux est celui de la revue *Arquitectura* (initiée en 1918 et nommée *Revista Nacional de Arquitectura* de 1941 à 1958), un périodique largement diffusé qui a permis à l'époque d'amplifier l'intérêt porté aux réalisations architecturales à travers tout le pays [fig. 7]. À l'occasion de son centenaire, la revue a été numérisée et est entièrement accessible en ligne.



Figure 7



*Revista Nacional de Arquitectura*, sur le « nouveau village de colonisation de l'Institut national de la colonisation » (*poblado de colonización*) El Torno (Cadix / Espagne), n° 83, Colegio oficial de arquitectos de Madrid, 1948.

Reproduction <https://www.coam.org/es/fundacion/biblioteca/revista-arquitectura-100-anos/etapa-1946-1958/revista-nacional-arquitectura-n83-Noviembre-1948> [lien valide en mars 2022].

- 27 En développant les liens avec les architectes en activité grâce à la création des prix Sánchez Esteve et Torres Clavé – noms de deux figures majeures de l'architecture moderne qu'il mit en valeur –, le Colegio de Arquitectos de Cadix fut pionnier. Avec une large production architecturale à Cadix<sup>30</sup>, Antonio Sánchez Esteve (1897-1977) fut l'un des principaux référents du rationalisme en Andalousie. Le prix qui porte son nom est ouvert à toute manifestation architecturale<sup>31</sup> récente dans la province de Cadix. Josep Torres Clavé (1906-1939) était, quant à lui, un architecte prometteur, décédé à l'âge de trente-deux ans. Très proche du Corbusier, il fut l'auteur d'œuvres remarquables comme la Casa Bloc ou le dispensaire antituberculeux à Barcelone. Le prix éponyme reconnaît les réalisations des architectes de moins de quarante ans dans la province de Cadix.
- 28 Les actions menées par les ordres des architectes pour la vulgarisation de l'architecture commencent à se multiplier, surtout avec la Semaine de l'architecture, manifestation dans laquelle s'insère la Journée mondiale de l'architecture. Le Colegio de Arquitectos de Séville a déjà proposé vingt éditions de cet événement ouvert à tous. Les promenades architecturales – dans lesquelles le Mouvement moderne a toujours une place grâce à la collaboration avec la Fondation DOCOMOMO Ibérico et la labellisation des bâtiments de la province de Séville – sont une des activités qui rencontrent le plus de succès. Il faut également saluer l'initiative du Colegio de Arquitectos de Galice qui développe dans la région la connaissance de l'architecture du siècle passé pour les scolaires, avec le Proxecto Terra.



## Recherches et travaux de référence

- 29 Les recherches entreprises sur l'architecture du xx<sup>e</sup> siècle dans le milieu académique ont sans doute constitué la base scientifique qui a permis sa valorisation et sa prise en charge par des architectes et des historiens. Sans volonté d'exhaustivité et sans prendre en compte les ouvrages monographiques, nous citerons ici les travaux les plus généraux.
- 30 Tout d'abord, il faut mentionner les études sur l'Exposition internationale de Barcelone et l'Exposition ibéro-américaine de Séville (1929-1930), événements qui ont confirmé l'éclosion des architectures régionalistes<sup>32</sup> cohabitant avec les modernes [fig. 8]. Au moment de leur construction, la puissance formelle de ces réalisations, portée par le succès de ces expositions, avait déjà fait l'objet d'une réception très favorable de la part de la société. Fortes de cet avantage, les recherches menées<sup>33</sup> permirent une importante diffusion des réalisations des architectes ayant participé à ces Expositions, tels que Josep Puig i Cadafalch et Josep Maria Jujol à Barcelone, ou Aníbal González et Juan Talavera à Séville. Cependant, les projets exceptionnels que furent ces Expositions ne représentent qu'une part limitée d'un ample mouvement créateur qui a essaimé sur l'ensemble du territoire et qui mériterait une attention plus prononcée et des recherches qui restent à mener.

Figure 8



Pavillon des Beaux-Arts pour l'Exposition ibéro-américaine de Séville de 1929, œuvre d'Aníbal González, aujourd'hui siège du musée d'Archéologie de Séville, 2022.

© Clara Mosquera-Pérez.

- 31 Initiée par différents auteurs dans les années 1980 et 1990, la définition des valeurs patrimoniales de l'architecture et de l'urbanisme du siècle passé servit de point de départ. Aux notions plus larges d'auteur et d'authenticité s'ajoutèrent les valeurs de

dimension sociale, le témoignage d'une époque et l'introduction d'usages, parfois très innovants.

- 32 D'importants échanges et discussions sur les inquiétudes des architectes vis-à-vis du patrimoine du xx<sup>e</sup> siècle ont eu lieu lors des congrès internationaux sur l'histoire de l'architecture moderne espagnole organisés tous les deux ans par l'Université de Navarre depuis 1998 (onze éditions réalisées). Les contributions de l'historienne Ascensión Hernández Martínez sont fondamentales pour la valorisation des architectures modernes, l'analyse critique des interventions, destructions et reconstructions ainsi que l'établissement des critères de conservation et restauration<sup>34</sup>.
- 33 Cas notable, c'est en Andalousie qu'a été démontrée l'existence d'une forte conscience de cet héritage architectural. Elle s'est traduite dans des politiques culturelles très novatrices, en grande partie grâce à la création de l'Institut andalou du patrimoine historique (IAPH) (1989) qui a développé un important travail d'inventaire et de recherche sur le patrimoine en Andalousie [fig. 9]. Cet intérêt de l'IAPH pour l'architecture du xx<sup>e</sup> siècle a comme antécédents les travaux du professeur Víctor Pérez Escolano et de ses jeunes disciples d'alors María Teresa Pérez Cano, Eduardo Mosquera Adell et José Ramón Moreno Pérez, qui ont abouti à la parution en 1986 de l'ouvrage *50 años de arquitectura en Andalucía, 1936-1986*<sup>35</sup>. Peu après, deux des auteurs de ce livre se sont illustrés par leur recherche sur quinze architectes andalous qui, confrontés au décollage de la modernité architecturale dans leur région, menèrent des expérimentations à l'aide d'un langage moderne mais aussi empreint d'influences régionalistes. Le résultat est *La vanguardia imposible: quince visiones de arquitectura contemporánea andaluza*<sup>36</sup>. Ces deux publications formèrent la base du Registre andalou d'architecture contemporaine (RAAC), une référence pour la patrimonialisation de l'architecture du siècle passé à l'échelle nationale<sup>37</sup>. En conséquence, l'IAPH a élargi son inventaire patrimonial et développé le Guide digital du patrimoine culturel d'Andalousie dans lequel est aujourd'hui intégré le RAAC.

Figure 9



Casa Duclós à Séville (Espagne), œuvre de Josep Lluís Sert (1929-1930), 2016.  
 © Anual, distr. Wikimedia Commons (sous la licence CC BY-SA 4.0).

## Reconnaisances à l'international

- 34 L'inscription sur la liste du patrimoine mondial de l'Unesco constitue l'échelon le plus élevé de la reconnaissance patrimoniale des biens culturels. Celle, en 1984, des œuvres qu'Antoni Gaudí réalisa à Barcelone et dans ses environs<sup>38</sup> a marqué le début de l'intégration des architectures d'auteur dans la liste, à laquelle ont été ajoutés celles des grands architectes comme Niemeyer, Horta, Asplund, Lewerentz, Mies van der Rohe, Barragán, Rietveld, Perret ou Le Corbusier, pour n'en citer que quelques-uns. La prépondérance du modernisme catalan dans la liste du patrimoine mondial a été renforcée par l'inscription relativement précoce, en 1997, du Palais de la musique catalane et de l'hôpital de Sant Pau, œuvres de Lluís Domènech i Montaner à Barcelone<sup>39</sup>. Ces deux cas restent aujourd'hui exceptionnels si l'on considère l'attention portée en Espagne aux réalisations de facture moderne mais qui n'ont pas obtenu cette reconnaissance.
- 35 Pour conclure sur ces développements à l'international, les derniers apports proviennent de projets de recherche sur des œuvres concrètes, indiquant une méthodologie de travail à suivre. Le projet transnational sur l'architecture du xx<sup>e</sup> siècle en Espagne, Gibraltar et dans les régions françaises d'Aquitaine, Auvergne, Languedoc-Roussillon, Limousin, Midi-Pyrénées et Poitou-Charentes, financé par des fonds européens, a reçu le soutien de la Fondation DOCOMOMO Ibérico, d'Arc-en-rêve centre d'architecture (France), de la Town Planning Section du Gouvernement de Gibraltar et de la Fondation Mies van der Rohe. Le résultat est un inventaire qui met en valeur un vaste nombre d'œuvres. Les réalisations espagnoles sont accessibles depuis la plateforme Arch XX SUDOE España. Soutenu par l'Union européenne, le projet Innova Concrete, centré sur le déploiement du béton armé dans la construction, a sélectionné

une centaine d'œuvres du siècle passé en Europe pour leur contribution technique et formelle spécifique. La plateforme des 100 from the 20th vise à sensibiliser à l'importance du béton dans le patrimoine bâti. Cinq réalisations en Espagne sont listées dans cette série<sup>40</sup> [fig. 10, 11].

Figure 10



Tribune de l'hippodrome de la Zarzuela (Espagne), œuvre d'Arniches, Domínguez & Torroja (1934-1935), 2018.

© Patrick, distr. made-by-architects.com, <https://www.made-by-architects.com/user/u18-Patrick/buildings/2440-Hipodromo-de-la-Zarzuela-in-Spanien-Madrid-von-Carlos-Arniches-Martin-Dominguez-Eduardo-Torroja> [lien valide en mars 2022].



Figure 11



Détail du bâtiment Torres Blancas à Madrid (Espagne), œuvre de Sáenz de Oiza (1961-1969).

© Xauxa Håkan Svensson distr. Wikimedia Commons (sous la licence CC BY-SA 4.0).

- 36 Plus récemment, l'université polytechnique de Valence a lancé, dans le cadre du programme « Keeping it Modern<sup>41</sup> » de la Fondation Getty, un projet de recherche et de rénovation de l'amphithéâtre de l'université Laboral de Chestre<sup>42</sup>. Cette imposante structure étant dans un état de détérioration progressive, les questions relatives à sa conservation et à ses possibles usages futurs sont donc ouvertes.

## Enjeux et perspectives

- 37 La production architecturale du xx<sup>e</sup> siècle fait aujourd'hui l'objet d'une reconnaissance patrimoniale progressive, qui a sans doute bénéficié des efforts des organisations internationales et de leurs documents promotionnels. Un des défis spécifiques du patrimoine du xx<sup>e</sup> siècle, par rapport à d'autres patrimoines, est celui posé par la proximité temporelle des réalisations, le manque de consensus quant à leur identification et le défaut d'attention de la part de l'administration et de la société. À cette situation, il faut ajouter le caractère hétérogène de ce patrimoine, très fréquemment sujet à l'abandon, à la destruction et parfois endommagé par des modifications irréversibles et des pastiches, dus dans une certaine mesure à l'obsolescence fonctionnelle et typologique [fig. 12]. Les approches disciplinaires n'ont pas encore établi les fondements d'une réutilisation adaptée de ces architectures, et cette réhabilitation demeure une exigence nécessaire pour garantir leur existence dans le cadre d'un usage contemporain. Les réaménagements pour des nouveaux usages remarquables sont encore des cas isolés.

Figure 12



Casa Guzmán à Madrid (Espagne), démolie en 2017, œuvre d'Alejandro de la Sota (1972).

© Photographe inconnu / Fundación Alejandro de la Sota.

- 38 D'une grande valeur, ces réalisations sont toutefois exposées à des menaces<sup>43</sup>. Leur nature patrimoniale doit être établie pour définir la portée de ce panorama architectural (réalisations modernes, régionalistes, éclectiques, etc.) qui témoigne de l'effervescence créative du siècle passé. Un des atouts de ce patrimoine est la prise en compte du concept d'auteur, parfois difficile à circonscrire du fait de ressources documentaires trop dispersées et dont la mise en valeur est inégale. C'est aussi le cas des revues d'architecture, outils majeurs de la diffusion architecturale à l'époque et aujourd'hui indispensables pour la recherche sur l'architecture du xx<sup>e</sup> siècle<sup>44</sup>.
- 39 Une autre évidence est l'absence totale des écoles d'architecture dans ce processus de patrimonialisation, et ce malgré leur longue expertise – notamment celle de Madrid, fondée en 1844 – en matière de formation des architectes. Sans doute à l'origine de la diffusion des connaissances (techniques, projets), les écoles ont favorisé les transferts culturels entre architectes et constitué des lieux de rencontre de ceux-ci pour la fondation de binômes et d'agences. Les publications existantes<sup>45</sup> n'ont pas mis en valeur de façon systématique les figures des grands maîtres de l'architecture issus de ces écoles ou leurs réalisations.
- 40 Par ailleurs, malgré la volonté d'harmonisation du Plan national, le traitement des mouvements architecturaux et des auteurs du patrimoine architectural du xx<sup>e</sup> siècle est inégal en Espagne. La puissance de DOCOMOMO a vraiment orienté le travail sur l'architecture du xx<sup>e</sup> siècle vers une quasi-thésaurisation des ressources de l'architecture moderne. Bien que la Fondation DOCOMOMO Ibérico dispose d'un plan d'action assez structuré, elle n'a juridiquement pas le droit de prendre des mesures en matière de protection. De plus, il y a également une répartition des politiques en matière de patrimoine, certaines relevant de compétences ministérielles et d'autres d'organismes régionaux : les enjeux relatifs au patrimoine sont associés à l'administration culturelle et ceux concernant l'architecture dépendent du ministère de



l'Équipement. Le rayon d'action est différent et, par conséquent, fragmentaire. Ce débat semble analogue à celui que l'on rencontre en France, pays pourtant expérimenté<sup>46</sup>. La dispersion institutionnelle est l'un des obstacles les plus importants au développement d'une stratégie commune de valorisation de l'architecture du xx<sup>e</sup> siècle. L'échec du projet du musée d'Architecture à Salamanque<sup>47</sup> n'a pas offert d'alternative solide. Le Musée national – Centre d'art Reina Sofía n'a jamais abordé de façon approfondie l'architecture, ni dans ses collections ni dans sa programmation.

- 41 Pour conclure, pointons les inégalités territoriales dans la valorisation du patrimoine architectural du xx<sup>e</sup> siècle. De manière générale, les réalisations à Madrid ou en Catalogne ont bénéficié d'une visibilité et d'une reconnaissance plus larges que celles du reste du pays, un phénomène qui s'est intensifié avec la présentation d'expositions dans les grandes villes qui n'ont pas donné leur juste place aux autres auteurs et œuvres.
- 42 Si d'importantes barrières ont déjà été franchies, la valorisation de l'architecture du siècle passé nécessitera un consensus plus large ainsi qu'une compréhension plus globale des créations. Il faudra élaborer de nouveaux outils et dispositifs pour encourager une meilleure approche par la société et un plus grand engagement de l'administration en faveur de sa protection et de sa conservation.

---

## NOTES

1. Certains plans d'urbanisme ont aussi des compétences pour protéger le patrimoine architectural, mais, dans le cas des réalisations du xx<sup>e</sup> siècle, les expériences sont très limitées.
2. FARIÑA TOJO José, *La protección del patrimonio urbano: instrumentos normativos*, Madrid, Akal, 2000.
3. MUÑOZ COSME Alfonso, « Catálogos e inventarios del patrimonio en España », in LOPEZ-YARTO Amelia (dir.), *El Catálogo Monumental de España (1900-1961). Investigación, restauración y difusión*, Madrid, CSIC, 2012, p. 13-36, disponible en ligne <https://es.calameo.com/read/000075335c05d3862c772> [lien valide en janvier 2022].
4. Pour situer le contexte historique dans lequel cette loi fut votée, et ses conséquences, il faudrait faire le point sur le processus de construction par l'État des autonomies en Espagne, initié un an après la proclamation de la Constitution espagnole de 1978 et complété en 1983 pour la plupart du territoire, comprenant les 17 régions péninsulaires et insulaires. Pour les deux villes autonomes de Ceuta et Melilla, le processus ne fut achevé qu'en 1995 (ARAGÓN REYES Manuel, « La construcción del Estado autonómico », *Cuadernos constitucionales de la Cátedra Fadique Furió Ceriol*, n<sup>os</sup> 54-55 (« El modelo de Estado a debate »), 2006, p. 75-95, ici p. 80-83).
5. Loi 16/1985, du 25 juin, sur le patrimoine historique espagnol, BOE, n<sup>o</sup> 155, 29 juin 1985, art. 9.4.
6. Mais il reconnaît un certain lien avec les réalisations contemporaines, considérant que le patrimoine historique espagnol est le témoin d'une capacité créative (loi 16/1985, du 25 juin 1985 sur le patrimoine historique espagnol, BOE, n<sup>o</sup> 155, 29 juin 1985, Préambule).
7. Le modèle territorial espagnol a un caractère très décentralisé. La plupart des compétences ont été transférées aux gouvernements régionaux. Le cas de la culture est assez particulier. Tant l'État que le gouvernement régional ont la capacité de développer des outils normatifs. Dans la

pratique, le gouvernement central apporte un cadre de base, l'application et l'interprétation finales étant de la responsabilité des structures autonomes. Dans ce but, elles développent des instruments spécifiques plus détaillés pour chaque territoire : c'est là que les particularités régionales apparaissent.

8. Loi 16/1985, du 25 juin 1985 sur le patrimoine historique espagnol, *BOE*, n° 155, 29 juin 1985, art. 35.

9. Se référer au site <https://ipce.culturaydeporte.gob.es/inicio.html> [lien valide en janvier 2022].

10. Pour davantage d'informations sur les différents plans, consulter la page <https://www.culturaydeporte.gob.es/planes-nacionales/inicio-recuperar.html> [lien valide en janvier 2022].

11. MINISTERIO DE CULTURA, EDUCACIÓN Y DEPORTE, *Plan Nacional de Conservación del Patrimonio Cultural del Siglo XX*, Madrid, Subdirección General de Documentación y Publicaciones, 2015, disponible en ligne, <http://www.culturaydeporte.gob.es/planes-nacionales/dam/jcr:fafab665-7e31-4da9-b897-180d8fd0eb0d/06-maquetado-patrimoniocultural-sxx.pdf> [lien valide en janvier 2022].

12. MINISTERIO DE CULTURA, EDUCACIÓN Y DEPORTE, « Aspectos básicos », *Plan Nacional de Conservación del Patrimonio Cultural del Siglo XX*, Madrid, Subdirección General de Documentación y Publicaciones, 2015, p. 5-12, ici p. 5, disponible en ligne, <http://www.culturaydeporte.gob.es/planes-nacionales/dam/jcr:fafab665-7e31-4da9-b897-180d8fd0eb0d/06-maquetado-patrimoniocultural-sxx.pdf> [lien valide en janvier 2022].

13. Ils sont organisés en trois sous-typologies des biens : immeubles (édifices et ensembles, interventions urbaines, quartiers, villes, paysages, grandes œuvres de l'ingénierie); objets mobiliers liés aux intérieurs (meublé, décors et œuvres artistiques, archives des projets - plans, maquettes, mémoires, etc.); biens immatériels.

14. Initialement, il était prévu d'élaborer uniquement le Plan pour l'architecture moderne. Toutefois, la nécessité d'inclure des réalisations non modernes mais elles aussi témoins de leur temps, et de considérer d'autres manifestations représentatives (MINISTERIO DE CULTURA, EDUCACION Y DEPORTE, *op. cit.*, p. 5), a finalement été prise en compte.

15. BYRNE Gonçalo, LEAL Felipe & RAMOS Fernando, *Carta de Cádiz*, Cadix, 2007, DOCOMOMO Ibérico, disponible en ligne, [http://www.docomomoiberico.com/images/stories/docomomo/pdfs/2007\\_carta\\_de\\_cadiz\\_2.pdf](http://www.docomomoiberico.com/images/stories/docomomo/pdfs/2007_carta_de_cadiz_2.pdf) [lien valide en janvier 2022]. DOCOMOMO International est un « groupe de travail pour la DOcumentation et la COnservation les bâtiments du MOuvement MOderne, de leur site et de leur ensemble urbain ».

16. ICOMOS, *Approche de la sauvegarde du patrimoine bâti du xx<sup>e</sup> siècle. Document de Madrid*, Madrid, ICOMOS, 2011. Il faut à juste titre reconnaître le caractère novateur de la *Carta de Cádiz* (charte de Cadix), dont la diffusion a été éclipsée depuis sa reformulation relative par l'ICOMOS dans le *Document de Madrid*.

17. L'ICOMOS (International Council on Monuments and Sites) est le Conseil international des monuments et des sites.

18. Ce registre comprend aussi une description des protagonistes intervenant dans la conception et la réalisation des édifices, une identification des valeurs patrimoniales, une synthèse bibliographique et des données graphiques.

19. MINISTERIO DE CULTURA, EDUCACIÓN Y DEPORTE, *op. cit.*, « Programa de actuación », p. 29-35, disponible en ligne, <http://www.culturaydeporte.gob.es/planes-nacionales/dam/jcr:fafab665-7e31-4da9-b897-180d8fd0eb0d/06-maquetado-patrimoniocultural-sxx.pdf> [lien valide en janvier 2022].

20. PÉREZ ESCOLANO Víctor, « La documentación de la arquitectura contemporánea en España y Andalucía; desde "50 años de arquitectura en Andalucía" al RAAC », in FERNÁNDEZ-BACA CASARES Román (dir.), *Cien años de arquitectura en Andalucía: el Registro Andaluz de Arquitectura Contemporánea, 1900-2000*, 2012, p. 12-17, ici p. 14.

21. En Andalousie, l'Institut andalou du patrimoine historique a aussi participé à cette entreprise.
22. Jusqu'à maintenant, onze congrès ont eu lieu. Les thématiques sont très variées : les racines vernaculaires de l'architecture moderne ; le patrimoine et la société ; l'architecture de l'enseignement ; l'architecture industrielle ; la question du logement ; les équipements modernes ou l'architecture des loisirs et du tourisme.
23. L'institut a été fondé en 1934 en tant qu'Institut de la construction et de l'édification, par Eduardo Torroja, José María Aguirre et Modesto López Otero. Depuis 1946, il est rattaché au Consejo Superior de Investigaciones Científicas (CSIC).
24. Le premier congrès s'est tenu en 2014 et le sixième en mai 2021. Les thématiques proposées ont porté sur la pensée architecturale, l'apprentissage, l'analyse critique, le projet d'architecture comme œuvre intégrale, les réflexions sur les modes de vie, façons d'habiter et le processus de conception.
25. La Fondation ICO (Instituto de Crédito Oficial) est une fondation publique et ne compte que ce seul parrainage.
26. Consejo Andaluz de Colegios Oficiales de Arquitectos (CACOA), « Historia », s.d., disponible en ligne, <https://www.cocoa.es/historia/> [lien valide en janvier 2022].
27. Leur ressort est variable, correspondant à une région complète, aux villes autonomes ou à une ou plusieurs provinces. Les 17 régions d'Espagne sont sous-divisées en provinces, qui constituent des territoires/circonscriptions avec une organisation administrative propre.
28. Les recherches nécessaires ont été développées par des architectes locaux spécialisés dans le patrimoine.
29. Le catalogue est entièrement en ligne et la numérisation des données est en cours mais déjà très avancée. Depuis 2018, le guide d'architecture de Madrid est aussi disponible comme application mobile.
30. MOSQUERA ADELL Eduardo, *Racionalismo en Andalucía: la arquitectura de Antonio Sánchez Esteve*, Séville, Universidad de Sevilla, 1991, disponible en ligne, <http://hdl.handle.net/11441/15234> [lien valide en janvier 2022].
31. Nouvelles créations ; réhabilitations, restaurations ; urbanisme et espace public ; design d'intérieur et diffusion de l'architecture.
32. Nous devons noter que ce mouvement se connaît en tant que « régionalisme » dans la plupart d'Espagne sauf en Catalogne, où il est nommé « modernisme catalan », mais ils partagent le même langage formel, l'emploi des matériaux traditionnels.
33. VILLAR DE MOVELLÁN Alberto, *Arquitectura del regionalismo en Sevilla*, Séville, Diputación Provincial de Sevilla, 1979 ; ASSASSIN Sylvie, *Séville : l'exposition ibéro-américaine, 1929-1930*, Paris, Norma, coll. « Les Années modernes », 1992 ; « Guía temática "La Exposición Internacional de 1929" », in MUSEU NACIONAL D'ART DE CATALUNYA, Barcelone, s. d., disponible en ligne, <https://www.museunacional.cat/es/guia-tematica-la-exposicion-internacional-de-1929> [lien valide en janvier 2022].
34. HERNÁNDEZ MARTÍNEZ Ascensión, « La arquitectura del Movimiento Moderno. Entre la desaparición y la reconstrucción. Un impacto cultural de larga proyección », *Apuntes: Revista de estudios sobre patrimonio cultural - Journal of Cultural Heritage Studies*, vol. 21, 2008, n° 2, p. 156-179 ; HERNÁNDEZ MARTÍNEZ Ascensión, « La arquitectura del siglo XX : entre la conservación y la rehabilitación », in FERNÁNDEZ-BACA CASARES Román (dir.), *Cien años de arquitectura en Andalucía : el Registro Andaluz de Arquitectura Contemporánea, 1900-2000*, 2012, p. 122-131 ; HERNÁNDEZ MARTÍNEZ Ascensión, « La conservación y restauración de la arquitectura contemporánea: paradojas y contradicciones », *Loggia, Arquitectura & Restauración*, n° 28, 2015, p. 18-35, disponible en ligne, <https://polipapers.upv.es/index.php/loggia/article/view/3994> [lien valide en janvier 2022].

35. PÉREZ ESCOLANO Víctor, PÉREZ CANO María Teresa, MOSQUERA ADELL Eduardo & MORENO PÉREZ José Ramón, *50 años de arquitectura en Andalucía, 1936-1986*, Séville, Junta de Andalucía, 1986, disponible en ligne, <http://hdl.handle.net/11441/32476> [lien valide en janvier 2022].
36. MOSQUERA ADELL Eduardo & PÉREZ CANO María Teresa, *La vanguardia imposible: quince visiones de arquitectura contemporánea andaluza*, Séville, Junta de Andalucía, 1990, disponible en ligne, <https://hdl.handle.net/11441/97544>, [lien valide en janvier 2022].
37. PÉREZ ESCOLANO Víctor, « La documentación de la arquitectura contemporánea en España y Andalucía; desde “50 años de arquitectura en Andalucía” al RAAC », in FERNÁNDEZ-BACA CASARES Román (dir.), *op. cit.*, p. 12-17.
38. L’inscription de 1984 fut étendue en 2005. Les sept bâtiments inscrits sont : le parc Güell, le palais Güell, la Casa Mila, la Casa Vicens, le travail de Gaudí sur la façade de la Nativité et la crypte de la cathédrale de la Sagrada Familia, la Casa Batlló, la crypte de la Colònia Güell. Se référer au lien suivant : <https://whc.unesco.org/fr/list/320/> [lien valide en janvier 2022].
39. Pour ces deux bâtiments, voir <https://whc.unesco.org/fr/list/804/> [lien valide en janvier 2022].
40. Trois à Madrid : l’hippodrome de la Zarzuela (1941, Carlos Arniches, Martín Domínguez, Eduardo Torroja), le couvent des Dominicains et l’église Saint-Pierre-Martyr (1960, Miguel Fisac), Torres Blancas (1968, Francisco Javier Sáenz de Oíza) ; une au Pays basque, la basilique de Notre-Dame d’Arantzazu (1955, Francisco Javier Sáenz de Oíza, Luis Laorga) ; une en Galice, la centrale électrique de Salime (1956, Joaquín Vaquero).
41. Initiative complétant celle du Getty Conservation Institute’s « Conserving Modern Architecture Initiative » (CMAI).
42. Œuvre de Fernando Moreno Barberá (1969).
43. IPCE, « El Patrimonio Cultural del siglo XX, una riqueza en riesgo », *Patrimonio Cultural de España*, n° 10, 2012, disponible en ligne, <https://es.calameo.com/read/00007533530b76d4c0d90> [lien valide en janvier 2022].
44. Pour n’en citer que quelques-unes : Cortijos y Rascacielos, A.C. Documentos de Actividad Contemporánea, Arquitectura, Nuevas formas, Hogar y Arquitectura, Quaderns, Informes de la Construcción ou Reconstrucción.
45. PÉREZ ESCOLANO Víctor, « Patrimonio y estudios de Arquitectura en España: la Escuela de Sevilla », *PH: Boletín del Instituto Andaluz del Patrimonio Histórico*, n° 6-22, 1998, p. 77-81 ; PRIETO GONZÁLEZ José Manuel, *Aprendiendo a ser arquitectos creación y desarrollo de la escuela de arquitectura de Madrid (1844-1914)*, Madrid, Consejo Superior de Investigaciones Científicas, 2004 ; QUETGLAS RIUSECH José Francisco, « La Evolución de Las Escuelas de Arquitectura », *Palimpsesto*, n° 4-16, 2012, disponible en ligne, <http://hdl.handle.net/2099/13240>, [lien valide en janvier 2022] ; MENDOZA RODRÍGUEZ Isaac, ÁLVARO TORDESILLAS, Antonio & MONTES SERRANO Carlos, « El dibujo de arquitectura de los años cuarenta en España: un estudio a partir de la *Revista Nacional de Arquitectura* », *EGA Expresión Gráfica Arquitectónica*, vol. 22, n° 29, 2017, p. 170-179, <https://polipapers.upv.es/index.php/EGA/article/view/4168> [lien valide en janvier 2022] ; GARCÍA-ESCUADERO Daniel & BARDÍ MILÀ Berta, « El debate sobre la enseñanza de la arquitectura en España: 1957-1975 », *EN BLANCO. Revista de Arquitectura*, vol. 12, n° 28, 2020, p. 106-123, disponible en ligne, <https://polipapers.upv.es/index.php/enblanco/article/view/13026> [lien valide en janvier 2022].
46. LENGHEREAU Éric, « Entre politiques culturelles et équipements culturels : l’architecture », in ARIS Dominique & HENRY Élisabeth (dir.), *Architectures de la culture, culture de l’architecture*, Paris, Éditions du patrimoine, Centre des monuments nationaux, 2009, p. 14-23.
47. En 2003, le plan pour créer le Musée national d’architecture et urbanisme à Salamanque a été annoncé. En 2007 s’est déroulée la phase initiale du concours d’architecture pour le projet d’adaptation de l’ancienne Banque d’Espagne comme siège du futur musée, mais la crise économique a frappé la suite du projet, avec un chantier que n’a jamais débuté.

---

## RÉSUMÉS

Le patrimoine contemporain en Espagne a connu à la fois des expériences de protection et des épisodes d'abandon et de destruction. La production architecturale du xx<sup>e</sup> siècle est aujourd'hui l'objet d'une reconnaissance patrimoniale graduelle, qui a sans doute bénéficié des efforts des organisations internationales et de leurs actions de promotion. Si la loi sur le Patrimoine historique espagnol de 1985 a supprimé la condition d'ancienneté d'au moins cent ans pour les créations architecturales, aucune distinction spécifique de cette nouvelle catégorie de patrimoine n'y figure. Une approche scientifique plus fine serait nécessaire pour définir la variété de ce panorama (réalisations modernes, régionalistes, éclectiques, etc.) qui témoigne de l'effervescence créative du siècle passé.

Le point de départ a été l'identification des valeurs patrimoniales propres de l'architecture et l'urbanisme, déjà initiée par différents auteurs dans les années 1980 et 1990. Aux notions plus étendues d'auteur et d'authenticité s'ajoutent la dimension sociale, le témoignage d'une époque et l'introduction d'usages, parfois très innovants. Cette pluralité a été récemment incorporée dans le Plan national de conservation du patrimoine culturel du xx<sup>e</sup> siècle (2015). L'identification des menaces, des méthodologies de recherche, de valorisation et d'intervention y sont proposées, accompagnées d'un répertoire des bases de données couvrant l'ensemble du territoire espagnol. La forte autonomie des régions espagnoles en matière de politiques culturelles pose un vrai défi. Ce cadrage national apporte une vision globale qui permettra d'évaluer les différentes pratiques mises en œuvre.

Contemporary heritage in Spain has coexisted between experiences of preservation and episodes of abandonment and destruction. The architectural production of the 20<sup>th</sup> century is today the object of a gradual heritage recognition, which undoubtedly benefited from the efforts of international organizations and their promotion campaign. The Spanish Historical Heritage Law of 1985 eliminated the requirement for architectural creations to date to at least a century. However, there is not a particular distinction for this new category of heritage. Its heritage characterisation must be considered, to define the scope of this architectural panorama (modern, regionalist, eclectic achievements, etc.) which represent the creative effervescence of the past century.

The starting point was the identification of the heritage values specific to architecture and town planning, already initiated by various authors in the 1980s and 1990s. In addition to the heritage values of authorship and authenticity, others more innovative were added, such as its social dimension, the testimony of an era and the introduction of uses. This plurality was recently incorporated into the National Plan for the Conservation of Cultural Heritage of the 20th century (2015). The identification of threats, the proposal of dissemination, research and intervention methodologies are proposed, accompanied by a collection of databases throughout Spain. The strong autonomy of the Spanish regions in terms of cultural policies poses a real challenge. This national framework provides a global vision that will make it possible to assess the various practices implemented.

## INDEX

**Mots-clés** : architecture, architecture contemporaine, architecture moderne, DOCOMOMO, Espagne, patrimoine, politique culturelle, protection du patrimoine, valorisation, xxe siècle

**Keywords** : architecture, contemporary architecture, cultural policy, DOCOMOMO, heritage, heritage preservation, modern architecture, Spain, valorisation, 20th century

## AUTEUR

**CLARA MOSQUERA-PÉREZ**

Doctorante contractuelle, département d'Histoire, Théorie et Composition architecturale,  
université de Séville

[cmosquera@us.es](mailto:cmosquera@us.es)